La Suisse, haut lieu de l'aide humanitaire

Pourquoi ce projet?
Une attaque militaire conventionnelle contre la Suisse reste un scénario totalement irréaliste. Même les analystes de l'ACAMIL arrivent à la conclusion que la probabilité d'une attaque militaire contre la Suisse a diminué, et non augmenté, depuis l'attaque de la Russie contre l'Ukraine. La Russie aurait été le seul adversaire de la Suisse, dans un scénario uniquement imaginable avec beaucoup de fantaisie. Il s'avère aujourd'hui que cette crainte n'était pas non plus fondée, car la Russie ne dispose définitivement plus des capacités militaires nécessaires pour menacer sérieusement l'Europe occidentale et centrale.

Les catastrophes naturelles sont en revanche bien réelles et vont se multiplier au cours des prochaines décennies. En toute objectivité, cela n'a pas le moindre sens que la Suisse investisse ses ressources dans des armes qui ne seront de toute façon jamais utilisées en cas d'urgence, alors que nous sommes misérablement préparés à faire face aux catastrophes naturelles.

La Suisse pourrait profiter de sa situation privilégiée pour envoyer non pas quelques dizaines, mais quelques milliers de secouristes lors du prochain tremblement de terre en Turquie. Elle pourrait ainsi enfin remplir le rôle d'acteur humanitaire qu'elle devrait avoir depuis longtemps si l'on se fie à l'image qu'elle a d'elle-même. Elle pourrait ainsi apporter une contribution utile à l'architecture de sécurité européenne et mondiale.

Pourquoi le GSsA devrait-il s'occuper de ce projet?
Bien que, selon toute analyse objective des menaces, les menaces militaires ne soient pas un facteur pertinent pour la Suisse, nous sommes sur la défensive dans le débat sur les dépenses de l'armée. Pas seulement depuis la guerre d'Ukraine, mais au moins depuis 2001.

L'idée de ce projet est de relancer le débat avec une approche qui fait d'une réduction de l'armée une option envisageable pour des cercles beaucoup plus larges, car elle est liée à la vision d'une Suisse qui assume un rôle positif dans le monde.

Quelles sont les revendications concrètes?
Les possibilités d'un texte d'initiative dans ce domaine sont limitées, car l'unité de la matière doit être préservée. C'est pourquoi la proposition se limite aux domaines de la sécurité physique classique (et ne demande pas, par exemple, l'utilisation du budget de l'armée pour des mesures préventives de protection du climat).

L'initiative se composerait de deux parties :

1. Les ressources actuelles de l'armée seraient progressivement réduites* et utilisées pour mettre en place un énorme corps d'aide humanitaire. Chaque fois que se produit un tremblement de terre, des incendies de forêt ou des inondations, la Suisse pourrait apporter son aide. Pas avec quelques équipes de chiens. Mais avec des milliers de secouristes parfaitement formés et disposant de nombreux équipements. Lorsqu'il n'y a pas de catastrophe immédiate, la Suisse met une partie de ce corps à disposition du CICR et de l'ONU pour aider dans divers domaines, y compris la prévention des catastrophes, la lutte contre la faim, la protection du climat. (Pour que l'initiative soit valable, les ressources devraient toutefois rester grosso modo dans le domaine de la sécurité).
2. La Suisse conclut une alliance de défense collective avec les pays voisins et/ou une organisation internationale. Tout simplement pour être couverte même dans le cas extrêmement improbable d'une attaque militaire. La contribution de la Suisse à l'alliance se limite toutefois à l'aide en cas de catastrophe / à la sécurité civile. Ce serait une offre

extrêmement attrayante pour les autres Etats et cela permettrait à la Suisse d'étayer son image de nation humanitaire avec une véritable substance.

Le deuxième point est essentiel pour l'attractivité de l'initiative. Il permet à l'initiative d'être acceptée par un cercle beaucoup plus large de personnes, qui ne sont pas des antimilitaristes classiques. Sans ce deuxième point, il s'agirait simplement d'une initiative GSsA III légèrement élargie.

Un autre argument de politique de sécurité serait que la Suisse se rendrait inattaquable sur le plan militaire, car un agresseur priverait le monde entier du pilier le plus important de l'aide en cas de catastrophe.

* Seuls certains domaines, comme la police aérienne, seraient allégés et poursuivis sous direction civile.

Quel est l'objectif?

1. Donner aux personnes déstabilisées par la guerre en Ukraine une perspective qui permette une solidarité internationale (également dans le domaine de la sécurité) sans livrer d'armes.

2. A long terme, l'adhésion de la Suisse à l'OTAN deviendra inévitablement un sujet de discussion. L'initiative doit empêcher que cette idée ne prenne racine dans l'aile droite internationaliste du PS et des Verts.

3. Positionner le GSsA comme une organisation qui apporte des propositions créatives au débat sur la politique de sécurité.

4. Lancer un débat sur l'évaluation des risques dans la politique de sécurité suisse en temps de crise climatique. Nous dépensons des masses d'argent extraordinaires pour une menace totalement irréaliste, alors que nous sommes extrêmement mal préparés, par exemple, à un tremblement de terre ou à une sécheresse en Suisse.

5. Montrer au public les sommes phénoménales d'argent que nous dépensons pour l'armée et ce qui pourrait être possible d’en faire si nous ne gaspillions pas autant d'argent pour l'armée.

6. Mener un débat sur le rôle que la Suisse doit jouer dans le monde : Devons-nous être des humanitaires altruistes ou des profiteurs immoraux ?

7. Montrer que la sécurité militaire n'est qu'un petit aspect de la sécurité humaine.